

Document

L'arnaque. 750 milliards d'euros pour couvrir les coups tordus de l'artisticratie financière. (11.05)

1- La Bourse ou la vie.

Lundi à la clôture. A Paris, CAC 40 + 9,66%, Londres + 5,16%, Francfort + 5,3%, Madrid + 14,43%, Lisbonne + 10,73%, Milan + 11,28%, Athènes + 9,13%.

L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 zone euro s'est adjugé 10,35% et l'EuroFirst 300 7,39%.

2- Et les banquiers se sont goinfrés au passage.

Société générale a bondi de 23,89%, BNP Paribas de 20,90%, Crédit agricole de 18,65% et Dexia de 17,27%. L'indice sectoriel européen a gagné 14,4%.

3- Washington a piloté le plan concocté à Bruxelles. La Talonnette en a été seulement l'exécutant zélé.

A. Merkel était farouchement opposée à un tel plan.

Isolée, mise sous pression par le reste de ses partenaires de la zone euro et par le président américain Barack Obama avec lequel elle s'était entretenue dans la journée, Angela Merkel n'a alors eu d'autre choix que de céder.

Dimanche à 18h00 rien n'était encore réglé après un nouvel entretien avec le président français.

C'est ensuite Barack Obama qui parle aux deux dirigeants, avant qu'une réunion du conseil des gouverneurs de la BCE soit annoncée, ainsi que des téléconférences du G7 et du G20. (Reuters 10.05)

4- La BCE cautionne la spéculation contre l'euro.

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé lundi matin qu'elle interviendrait pour acheter des obligations souveraines et privées, dans le cadre du plan de stabilisation de l'euro approuvé par les ministres des Finances de l'Union européenne (UE) à Bruxelles. (AP 10.05)

3- L'internationale capitaliste au chevet de l'Union européenne.

La Réserve fédérale américaine a annoncé dimanche soir qu'elle ouvrirait une ligne de crédit en dollars à l'Europe pour protéger la monnaie unique des attaques des marchés.

D'autres institutions comparables, dont la Banque nationale suisse, la Banque centrale du Canada, la Banque d'Angleterre et la BCE se sont jointes à cette initiative. La banque du Japon prend aussi part à cette opération de swap en dollars. (AP 10.05)

4- Contrevérité. La palme de l'intox.

"Il n'y aura pas d'impact direct, ni sur le niveau de déficit ni sur la dette au sens de Maastricht, puisque ce sont des garanties qui ne seraient actionnées qu'en cas de défaut", souligne Christine Lagarde. (Reuters 10.05)

Elle a peut-être voulu dire tout simplement à l'adresse de ses amis bancaires, que les responsables de la dette des Etats se rassurent, ce ne sont pas eux qui la paieront mais les masses laborieuses.

5- Ils lachent le morceau.

"Etant donné les sommes dont on parle, il y a de quoi soutenir les marchés pendant un certain temps", commente Andy Lynch, gérant de fonds chez Schroders.

"On a répondu aux problèmes des liquidités et on assiste aujourd'hui à des rachats de découverts. Mais la grande question est de savoir si les différents pays vont avoir la discipline nécessaire pour maintenir les réductions de dépenses indispensables, pas seulement pendant trois mois mais pendant cinq ou six ans", ajoute-t-il. (Reuters 10.05)

"Réciproquement, il faut s'interroger sur le regard que pourraient porter les partenaires européens sur les budgets nationaux", ose Christine Lagarde. (Reuters 10.05)

6- Ne rien céder ou la dictature du capital version Parisot.

"Ce n'est pas le moment d'augmenter les impôts sur les entreprises, ni d'ailleurs sur les ménages. Si nous voulons préparer la sortie de crise, l'accélérer ou l'encourager, il faut surtout donner confiance aux entreprises", pour qu'elles continuent "à investir", a-t-elle déclaré sur France-2. *"Il ne faut surtout pas accroître les prélèvements obligatoires",* a-t-elle ajouté, en affirmant qu'en France, le taux de prélèvements obligatoires sur les entreprises était *"le plus élevé du monde occidental"*.

Mme Parisot s'est dite également défavorable à *"une remise à plat fiscale",* trop *"difficile"*. *"L'imbrication des systèmes fiscaux est telle qu'on ne peut pas imaginer un grand soir fiscal",* a-t-elle jugé, estimant qu'un débat sur ce sujet devait *"surtout être fait au moment des grandes échéances électorales, par exemple à l'occasion de la prochaine élection présidentielle"*.

Enfin, la représentante patronale s'est dite opposée à un nouveau projet de loi gouvernemental sur la représentativité syndicale dans les très petites entreprises, affirmant que ce n'était *"absolument pas le moment"* de leur ajouter de nouvelles *"contraintes réglementaires et administratives"*. (AP 10.05)

7- Un accord "historique"... pour tailler à la hache dans les budgets sociaux des Etats et liquider les acquis sociaux des travailleurs dans tous les pays de la zone euro et par extension de l'UE.

"Il y aura des mesures d'ajustement budgétaire pour tout le monde" et les Etats membres devront *"restaurer l'équilibre de leurs finances publiques"* a dit Christine Lagarde dans un entretien à paraître mardi dans *Les Echos*.

"Compte tenu de la multiplicité des cartes qui sont sur la table, tous les joueurs (...) sont ligüés tous ensemble pour défendre l'euro" a-t-elle dit lundi matin, avant d'afficher sa satisfaction devant la réaction positive des marchés. (Reuters 10.05)

8- En Espagne, ne perdons pas une minute pour saigner le prolétariat.

Le gouvernement espagnol a annoncé lundi de nouvelles mesures pour réduire son déficit et calmer les craintes des marchés financiers sur une éventuelle contagion de la crise grecque.

Selon le ministère des Finances, Madrid prévoit de nouvelles coupes budgétaires d'un montant de 15 milliards d'euros. (AP 10.05)

Un commentaire d'un internaute avisé.

"Les banques spéculent désormais contre les Etats généreux donateurs et contre leur monnaie. C'est autrement plus juteux que les morgate subprimes mais le mécanisme est tout à fait le même : les CDS (credit default swaps) c'est à dire l'assurance contractée par le prêteur aux Etats emprunteur. Or, il est

possible désormais de vendre ou d'acheter des CDS sans acquérir le titre du crédit qui va avec... transactions boursières totalement éloignées de l'économie réelle mais qui peuvent se réaliser à la vitesse de la lumière - celle du débit d'internet - et donc un nombre inimaginable de fois pendant une session boursière. Vous y ajoutez qu'avec le décalage horaire entre les continents les Bourses s'ouvrent et se ferment avec des écarts considérables (quelque chose comme 14 h entre Wall Street et Tokyo).

"Planche à billets", sûrement. Même plus "physiquement" comme autrefois. Mais nullement garantie par un actif solide comme autrefois l'or. Du pur vent, garanti par Eole en personne. Pas plus de consistance que la spéculation sur les morgate subprimes ou tout autre "produit dérivé", sans aucun lien avec l'économie réelle. Or, il apparaîtrait selon des économistes que l'économie mondiale et donc la France, connaîtraient une crise de liquidité sans précédent - les caisses sont vides - et que tous ces milliards d'euros ou de dollars ne seraient en fait que pure monnaie de singe !"

Commentaire.

En somme, de Washington à Bruxelles en passant par Tokyo ou Pékin, les dirigeants du vieux monde ont envoyé un message très clair aux voyous de l'aristocratie financière : nous vous accordons une ligne de crédit supplémentaire de 750 milliard d'euros pour spéculer contre les acquis sociaux des peuples de l'Union européenne qui doivent régler le coût de la faillite du système capitaliste, car personne d'autres dans le monde ne peut le faire à leur place, les Américains sont endettés sur plusieurs générations et le reste du monde est déjà soumis à la paupérisation, pour permettre notamment à l'impérialisme américain de conserver sa place de première puissance économique mondiale.